



NECTART #9

Publication des éditions de l'Attribut
32, rue Riquet – 31000 Toulouse
Tél. : 07 84 23 12 89
redaction@nectart-revue.fr
www.editions-attribut.com
www.nectart-revue.fr
fb/nectart.revue

Rédaction

Éditeur et directeur de la rédaction :
Éric Fourreau

Comité éditorial : Christophe Blandin-Estournet, Pascale Bonniel Chalier, Marie-Christine Bordeaux, Jean-Gabriel Carasso, Nicolas Cardou, Philippe Chantepie, Laurent Chicoineau, Patricia Coler, Anne Gonon, Gentiane Guillot, Philippe Henry, Frédéric Hocquard, Delphine Martincourt, Philippe Mourrat, Emmanuel Négrier, Élisabeth Renau, Serge Saada, Marc Terrisse, Emmanuel Wallon

Auteurs : voir la présentation p. 8 à 11

Réalisation, fabrication

Conception graphique et mise en page :
Guy de Guglielmi – www.vangug.com
Relecture : Marie-Laurence Sarret
Impression : Présence Graphique,
à Monts (37)

Site Internet, promotion, communication

Conception et réalisation :
Pierre Mouillard/L'Atelier des médias
Community manager : Delphine Martincourt

Distribution et diffusion en librairie

Pollen/Di'Pop' – Les Lilas
Tél. : 01 43 62 08 07 (réservé aux librairies)
Distribution et diffusion sur Internet
www.cairn.info

Abonnement

www.nectart-revue.fr
abonnement@nectart-revue.fr
Tél. : 07 84 23 12 89

Dépôt légal : juin 2019
ISSN : 2429-2877

ÉDITO

BALÁZS BERKOVITS

CARTE POSTALE DE HONGRIE*

Cela fait déjà neuf ans que le gouvernement autoritaire et liberticide dirigé par Viktor Orbán est au pouvoir en Hongrie. Un long bail qui ne l'empêche pas de bien se porter. Et il n'a aucune raison de s'inquiéter, alors même que le pays se retrouve parmi les plus pauvres de l'Union européenne, malgré l'avance dont il disposait dans les années 1990 par rapport à ses homologues de l'ancien bloc communiste. La longévité de ce pouvoir incarné par le parti Fidesz et son leader suprême n'est pas due à sa bonne gouvernance (sans les fonds européens, l'économie connaîtrait une forte récession) ni à sa popularité exceptionnelle (même s'il faut bien admettre qu'il n'est pas impopulaire, si l'on considère le nombre de voix qu'il obtient à chaque élection), mais bien plutôt à la destruction des institutions démocratiques et à l'apathie généralisée de la population.

Si dans les pays régis par un système démocratique, l'usure se fait sentir au bout d'un certain temps, en Hongrie en revanche le régime est stable : les contre-pouvoirs sont absents, la société civile est désorganisée, les adversaires politiques, qu'ils soient réels ou potentiels, sont diffamés par les médias « publiques »

et les journaux à la solde du pouvoir, les partis d'opposition sont en lambeaux, tandis que les électeurs sont envahis quotidiennement par une propagande de la peur, et même menacés de licenciement et autres sanctions non pénales au cas où ils s'organiseraient ou critiqueraient le gouvernement de manière active. Bref, il n'y a pas de processus démocratique car toutes les conditions font défaut, à commencer par des règles électorales équitables (les lois actuelles ont été façonnées sur mesure pour avantager le parti au pouvoir). Et si ce gouvernement n'est pas issu d'un processus démocratique, il n'est pas légitime, contrairement à une opinion très répandue parmi les hommes politiques occidentaux.

Il convient désormais de parler de *régime* et d'État-Parti, c'est-à-dire d'un système de parti unique, les autres partis, voués *a priori* à la défaite électorale, servant de décor à une démocratie de façade. Le Fidesz est présent dans toutes les sphères de la société ; il place ses représentants (ou maintient au moins une forte influence) aux postes de décision jusque dans les plus petites unités administratives ou institutions, comme par exemple les écoles publiques, et la fidélité est une condition importante pour l'avancement d'une carrière. Il existe encore quelques segments de l'économie qui sont épargnés et libres ; mais bien évidemment, les fonds européens de développement sont distribués en fonction de la proximité avec le Parti, ou en rémunération des services qui lui sont fournis.

Quelle est l'attitude de l'Union européenne face à cette situation ? Après avoir été menacé de se voir exclu du Parti populaire européen (PPE), le Fidesz vient d'en être « suspendu » en raison de sa campagne contre Bruxelles et contre George Soros (menée avec des accents antisémites), et en particulier du bannissement de l'Université d'Europe centrale (CEU)¹ fondée par ce dernier – peut-être la destruction la plus significative opérée par le régime dans les domaines de la culture et de la science. Avec cette demi-mesure, Manfred Weber, le président du PPE, a une nouvelle fois adopté une stratégie politicienne de courte vue, privilégiant d'hypothétiques inté-

« *Les contre-pouvoirs sont absents, la société civile est désorganisée, les partis d'opposition sont en lambeaux.* »

rêts électoraux. Depuis le début, les hommes politiques européens se montrent impuissants devant le phénomène Orbán. En poursuivant une politique d'apaisement, ils n'ont pas obtenu le moindre fléchissement dans sa conduite, et il continue d'appliquer sans vergogne des mesures aussi antidémocratiques qu'illégales et inhumaines (par exemple contre les réfugiés). Jamais, à ce jour, le vol et la dilapidation des fonds européens (constitués à partir des impôts des citoyens) n'ont été véritablement et durablement sanctionnés.

Bien entendu, la CEU, considérée comme une faculté « libérale/de gauche », était l'ennemi numéro un du régime ; mais de manière générale, les facultés des lettres et des sciences sociales, de même que les instituts de recherche de l'Académie des sciences (peu ou prou l'équivalent du CNRS), tous regardés comme des foyers de « l'opposition », sont menacés par ce pouvoir autoritaire qui voue une haine viscérale aux intellectuels. Le gouvernement, sous couvert d'un mot d'ordre, la « transformation technocratique », qui vise l'« efficacité », a cherché à réformer ces institutions ou à réduire leur budget de manière à empêcher le fonctionnement de certaines d'entre elles, afin d'en finir une fois pour toutes avec la pensée critique.

Bien entendu, en Hongrie, les universités ne sont plus autonomes depuis longtemps. Ce sont des commissaires économiques (jouant évidemment aussi un rôle politique) qui gèrent leur budget. Le gouvernement a ainsi le pouvoir de supprimer du jour au lendemain des institutions qu'il juge « inutiles ». Il a dans le même temps créé ses propres universités et instituts de recherche, pour leur part largement financés. Les ravages du régime dans les sphères de la culture et de la science (pour ne parler que de ces deux domaines) ne sont pas près de cesser. Et, qui sait, le pire est peut-être encore devant nous.

1. En avril 2017, l'accréditation accordée à la CEU a été remise en question par une loi exigeant des établissements d'enseignement étrangers qu'ils offrent un cursus similaire dans leur pays d'origine. La Commission européenne a lancé une procédure d'infraction contre la Hongrie pour cette loi jugée non respectueuse de la liberté académique.

* Texte commandé au sociologue et philosophe Balázs Berkovits, notre correspondant en Hongrie, pour nous rendre compte de la situation politique de ce pays.